



Déclaration Préliminaire CSA-T 29/56 Du 14 octobre 2026

Madame La Présidente,

Mesdames et messieurs les membres de ce comité,

La CGT souhaite, en ouverture de ce CSA, rappeler que nous ne pouvons pas examiner les dossiers qui nous sont soumis aujourd'hui sans les replacer dans le contexte social et politique particulièrement préoccupant qui traverse notre pays.

Depuis l'arrivée de Monsieur MACRON à la présidence de la république en mai 2017, la dette publique a fortement augmenté et la situation sociale continue de se dégrader pour une grande partie de la population.

Derrière les discours sur la maîtrise des dépenses publiques et la nécessité de faire des économies, ce sont les services publics, les agents qui les font vivre et les populations qui en ont le plus besoin qui paient le prix des politiques d'austérité.

À la PJJ, nous savons parfaitement ce que cela signifie. Les jeunes que nous accompagnons sont trop souvent les premières victimes de ces politiques qui affaiblissent les services publics et réduisent les possibilités d'émancipation.

Et pendant ce temps, on continue de demander toujours d'avantages aux personnels.

Davantage de prise en charge, davantage de réformes, davantage de compte à rendre.

La CGT tient à réaffirmer ici que la PJJ est un service public essentiel.

Notre mission est d'éduquer, de protéger, d'accompagner et de permettre à des jeunes de trouver leur place dans la société.

La réforme de la PJJ engagée cette année, notamment avec la mise en place des Unités Judiciaires à Priorité Éducatives (UJPE), constitue une transformation de nos modalités de prise en charge.

Le ministre présente cette réforme comme un renforcement de la priorité éducative.

Pour la CGT, ces objectifs ne pourront devenir une réalité que si les moyens humains et budgétaires sont réellement au rendez-vous et si les personnels sont pleinement associés aux décisions qui concernent leur travail.

C'est précisément pour cette raison que nous sommes particulièrement attentifs à ce qui se passe actuellement dans le monde de la jeunesse et de l'éducation.

Depuis plusieurs semaines, des dizaines de milliers de lycéennes et de lycéens se mobilisent. Ils dénoncent les classes surchargées, le manque d'enseignants et de personnels, la dégradation des conditions d'études et des établissements, mais aussi l'angoisse face à leur avenir et la sélection sociale qui s'installe de plus en plus tôt dans leurs parcours.

La CGT a choisi d'être aux côtés de cette jeunesse mobilisée.

Lorsque des jeunes se mobilisent pour dire qu'ils n'acceptent plus de subir des conditions d'études dégradées et qu'ils ne voient plus quelles perspectives leur sont offertes, la première réponse d'un gouvernement devrait être l'écoute, le dialogue et l'investissement dans les services publics.

Pas la répression

La situation actuelle de notre jeunesse doit nous alerter collectivement.

Nous refusons une société dans laquelle les jeunes sont contraints de descendre dans la rue pour réclamer simplement le droit à une école qui fonctionne et qui leur donne les moyens de construire leur avenir

Nous refusons une société où les difficultés sociales appellent systématiquement des réponses toujours plus sécuritaires, judiciaires et répressives.

Nous défendons au contraire une société qui fait le choix d'investir dans sa jeunesse, dans son école, dans ses services publics, ainsi que dans toutes celles et tous ceux qui les font vivre au quotidien.

C'est le sens du combat que mène aujourd'hui la CGT : Porter l'exigence d'une politique éducative ambitieuse, à la hauteur des besoins et des aspirations de notre jeunesse.